

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq le dix-huit-juin à dix-neuf heures et dix minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 juin 2025

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoints), Yves DURET, Georges GRANGE, Régine COMBE, Noël CASTE, Bernard PIERRE (arrivée à 19h48), Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Nathalie FAVRE, Pierre GOLDIN, Aurélie BLAUD, Fabrice DANNA. (conseillers municipaux) :

Absent :

Excusés : Edith ROUX pouvoir à George GRANGE ; Martine RIZZON pouvoir à Yves DURET ; Louis LE GUILLOU pouvoir Céline REVOL.

Secrétaire de séance : Chantal PEGOUD

2025-052D-RH : Convention de Mise à Disposition d'un agent entre la commune de Romagnieu et la commune de Granieu (Délibération)

Le Maire informe l'assemblée délibérante que :

Conformément à l'article L. 512-12 du code général de la fonction publique et à l'article 1^{er} du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition, l'organe délibérant est informé préalablement de la mise à disposition d'un agent faisant partie de ses effectifs.

La mise à disposition est prononcée par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, après accord de l'intéressé et du ou des organismes d'accueil dans les conditions définies par la convention de mise à disposition.

Cette convention conclue entre la collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine et l'organisme d'accueil définit notamment la nature des activités exercées par le fonctionnaire mis à disposition, ses conditions d'emploi, les modalités du contrôle et de l'évaluation de ses activités. La convention peut porter sur la mise à disposition d'un ou de plusieurs agents.

Par ailleurs, en application de l'article L. 512-15 du code général de la fonction publique et de l'article 2 II du décret n° 2008-580 précité, l'assemblée peut décider de l'exonération partielle ou totale, temporaire ou définitive, du remboursement de la rémunération et des charges sociales afférentes lorsque la mise à disposition intervient :

- Entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché,
- Auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale,
- Auprès d'un groupement d'intérêt public, auprès d'une organisation internationale intergouvernementale, d'une institution ou d'un organe de l'Union européenne, d'un Etat étranger, auprès de l'administration d'une collectivité publique ou d'un organisme public relevant de cet Etat ou auprès d'un Etat fédéré,
- Auprès de l'un des établissements mentionnés à l'article L. 5 du code général de la fonction publique, lorsque la mise à disposition est prononcée pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclaré sur le fondement de l'article L. 3131-12 du code de la santé publique et en lien avec la gestion de la crise sanitaire.

Enfin, la convention de mise à disposition et, le cas échéant, ses signature, transmis au fonctionnaire intéressé dans des conditions lui accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Dans ces conditions, le **Maire de Romagnieu** informe l'assemblée délibérante de la mise à disposition d'un **fonctionnaire titulaire** auprès de **la commune de Granieu** et ce, à compter du **1^{er} septembre 2025**, pour une durée de **4 mois** (*maximum 3 ans renouvelables*), pour y exercer à raison de **4 heures hebdomadaires** les fonctions de **comptable, poste de catégorie C**.

Cette mise à disposition interviendra dans les conditions définies par la convention de mise à disposition entre **La commune de Romagnieu et la commune de Granieu** jointe en annexe de la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 512-6 et L. 512-7 à L. 512-9 et L. 512-12 à L. 512-15 ;

Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le principe de passation et les termes de la convention de mise à disposition entre **la commune de Romagnieu et la commune de Granieu** jointe à la présente délibération,

Article 2 :

Concernant la rémunération de l'agent, la commune de Romagnieu versera à Madame Sandrine GRONDIN la rémunération correspondant au grade d'Adjoint Administratif Territorial -7^{ème} échelon (Traitement de Base indiciaire, NBI, complémentaires, chèques déjeuner), la rémunération sera revalorisée en cas de changement d'échelon dans la commune d'origine, Remboursement : la Mairie de Granieu remboursera à la mairie de Romagnieu le montant de la rémunération de l'agent correspondant aux heures effectuées pour son service par Madame Sandrine GRONDIN. Ce remboursement comprendra les charges sociales et le régime indemnitaire (Quotité de l'IFSE et du CIA) proportionnels au temps de mise à disposition.

Article 3 :

D'autoriser Madame Le Maire à signer ladite convention et lui donner tout pouvoir pour sa mise en œuvre.

Article 4 :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et/ou notification.

Article 5 :

Madame Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 18 juin 2025

Le Maire, **Céline REVOL**

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT

Entre

La Mairie de Romagnieu représentée par son **Maire, Céline Revol,**

Et

La Mairie de Granieu représentée par son **Maire, Chantal Huguet,**

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant que **Mme Sandrine Grondin** (*Adjoint Administratif Territorial*), a pris connaissance de la convention de mise à disposition et qu'elle a donné son accord pour sa mise à disposition par courrier en date du **17 juin 2025,**

Considérant que l'assemblée délibérante a été préalablement informée de la mise à disposition de **Madame Sandrine Grondin** par **délibération n°2025. 052 D. du 18 juin 2025,**

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET, DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA MISE A DISPOSITION

La Mairie de Romagnieu met **Madame Sandrine Grondin** (*Adjoint Administratif Territorial*) à disposition de **la Mairie de Granieu** pour exercer les fonctions **d'agent comptable**. (*Poste relevant de la catégorie C*), à compter du **1^{er} septembre 2025** et jusqu'au **31 décembre 2025** à raison de **4 heures hebdomadaires.**

La Mise à disposition pourra être renouvelée sur demande de la **Mairie de Granieu** sous réserve de l'acceptation de la **Mairie de Romagnieu** sachant que **cette mise à disposition ne peut excéder 3 ans.**

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EMPLOI

Les conditions de travail de **Madame Sandrine GRONDIN** sont fixées par la **Mairie de Granieu** dans les conditions suivantes :

➤ **4 heures** les mardis après-midis de **13h15 à 17h15**

L'organisation des congés annuels se fera en accord entre les deux collectivités.

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) de **Madame Sandrine GRONDIN** est gérée par la **Mairie de Romagnieu.**

ARTICLE 3 : REMUNERATION

Versement : *La Mairie de Romagnieu* versera à **Mme Sandrine GRONDIN** la rémunération correspondant à son grade ou à l'emploi qu'elle occupe dans sa collectivité ou son établissement d'origine (*Traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi*).

La **Mairie de Granieu** peut verser un complément de rémunération dûment justifié selon les règles applicables aux personnels qui exercent leurs fonctions dans l'organisme d'accueil.

Remboursement : *La Mairie de Granieu* remboursera à *la commune de Romagnieu* le montant de la rémunération et des charges sociales de **Madame Sandrine Grondin** (*Les charges résultant des congés de maladie ordinaire, de l'indemnité forfaitaire dans le cadre d'un congé de formation ou de l'allocation de formation qui versée au titre des actions relevant du DIF peuvent être remboursées dans des conditions à prévoir par la présente convention*).

ARTICLE 4 : CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITE

L'agent mis à disposition est soumis à un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'organisme ou l'administration d'origine. L'entretien professionnel donne lieu à un compte rendu transmis à l'autorité territoriale d'origine et au fonctionnaire, lequel peut émettre des observations.

En cas de pluralité d'employeurs, l'entretien professionnel a lieu dans chacune des administrations. Cependant, si la durée de mise à disposition est inférieure à 9 mois, **la Mairie d'Accueil ne sera pas dans l'obligation d'effectuer un entretien professionnel.**

Les comptes rendus auxquels il donne lieu sont transmis à l'autorité d'origine en vue de l'appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire.

En cas de faute disciplinaire, **la Mairie de Romagnieu** peut être saisie par la **Mairie de Granieu**.

ARTICLE 5 FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de **Mme Sandrine GRONDIN** peut prendre fin :

avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de **Mme Sandrine GRONDIN**, de la **Mairie de Romagnieu** ou de **la Mairie de Granieu**, dans le respect d'un préavis de **15 jours**.

en cas de faute disciplinaire, par accord entre la **Mairie de Romagnieu** et la **mairie de Granieu**, sans préavis.

au terme prévu à l'article 1 de la présente convention.

La cessation de la mise à disposition entraîne la réintégration du fonctionnaire.

Le fonctionnaire qui ne peut être affecté aux fonctions qu'il exerçait précédemment dans son service d'origine reçoit une affectation dans l'un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées à l'article L512-26 du code général de la fonction publique et à l'article 5 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008.

ARTICLE 6 : CONTENTIEUX

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble,

Ampliation adressée au :
Président du Centre de Gestion,
Comptable Public,
(*)

Fait en double exemplaire

à, le

Fait en double exemplaire

A Romagnieu, le

Mairie de Romagnieu



Le Maire,

Céline REVOL

Mairie de Granieu

Le Maire,

Chantal HUGUET